

# Actualité fiscale - Nos sélections au 12 avril 2012

## Articles

1.	Ingénierie financière : Comment TDF a renégocié sa dette LBO, par Guillaume Benoit, Option finance n° 1168 du 10 avril 2012, pp. 21-22 et 39.
2.	Pactes Dutreil : l'administration publie des commentaires longtemps attendus (1 <sup>ère</sup> partie), par Olivier de Saint Chaffray et Thomas Laumière, Option finance n° 1168 du 10 avril 2012, pp. 24-25.
3.	Plus-values mobilières : en fiscalité, moins plus moins peut faire plus, par Emmanuelle Féna-Lagueny, Option finance n° 1168 du 10 avril 2012, p. 26.
4.	Imputations fiscales des distributions de dividendes par les SIIC : pourquoi changer un système qui fonctionne ?, par Vincent Agulhon, Option finance n° 1168 du 10 avril 2012, p. 27.
5.	IFRS 7 : information à fournir sur les instruments financiers, par Eric Tort, Option finance n° 1168 du 10 avril 2012, pp. 32-33.
6.	Résidence fiscale : évaluer les règles du jeu, par Georges Morisson-Couderc, Option finance n° 1168 du 10 avril 2012, pp. 36-37.
7.	Elections présidentielles : Le tour de vis fiscal inquiète les professionnels de la gestion, par Sandra Sebag, Option finance n° 1168 du 10 avril 2012, pp. 40-42.
8.	Impôt sur les sociétés : Contribution exceptionnelle, FR n° 18 du 6 avril 2012, § 1.
9.	Régime mère-fille : Titres détenus en usufruit (CE, 20/02/12, n° 321224, Sté Participasanh), FR n° 18 du 6 avril 2012, § 2.
10.	Sociétés immobilières non passibles de l'IS : Déclaration annuelle n° 2072, FR n° 18 du 6 avril 2012, § 6.
11.	Mesures fiscales de la loi de simplification du droit, RDF n° 14 du 5 avril 2012, § 155.
12.	Modalités d'option de l'EIRL pour l'assimilation fiscale à une EURL ou EARL (décret n° 2012-398 du 22 mars 2012), RDF n° 14 du 5 avril 2012, § 157.
13.	Modalités des demandes d'assistance entre Etats membres de l'Union européenne (décret n° 2012-417 du 28 mars 2012), RDF n° 14 du 5 avril 2012, § 159.

14.	<p>Numéro spécial de politique fiscale, RDF n° 14 du 5 avril 2012, § 238 à 250 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Quelle fiscalité à l'horizon 2017 ? (et au-delà) Ou pourquoi la Revue de droit fiscal publie un numéro spécial de politique fiscale, par Thomas Jacquemont, § 238;</li> <li>- Les évolutions récentes de la politique fiscale française, par Marie-Christine Lepetit, § 239;</li> <li>- Rendre à la politique fiscale toute sa place dans le débat politique, par Michel Taly, § 240;</li> <li>- Quelle structure de prélèvements obligatoires pour la France ?, par Jean-Hervé Lorenzi, Thomas Piketty et Michel Taly, § 241;</li> <li>- Contribution à une théorie de la dépense fiscale, pour la réforme du système français des "niches" fiscales, par Eric Pichet, § 242;</li> <li>- Harmonisation fiscale européenne : retour aux fondamentaux, par Michel Aujean, § 243;</li> <li>- Réflexions sur la convergence fiscale franco-allemande, par Daniel Gutmann, § 244;</li> <li>- La compétitivité fiscale du <i>Mittelstand</i> allemand : une leçon pour la France, par Eric Pichet et Gérard Lang, § 245;</li> <li>- France : vers un système fiscal plus progressif ?, par Henri Sterdyniak, § 246;</li> <li>- Contre la progressivité, par Pascal Salin, § 247;</li> <li>- Le bénéfice des entreprises reste-t-il l'assiette optimale d'imposition des entreprises ?, par Hervé Lehérissel, § 248;</li> <li>- Où va la TVA ? Fragilités actuelles et pistes de réforme, par Marc Wolf, § 249;</li> <li>- Regards sur la fiscalité du patrimoine, par Frédéric Lucet, § 250.</li> </ul>
15.	Droits de succession transfrontaliers, par Pierre Dedieu et Vincent Cohen, BF n° 4 d'avril 2012, pp. 261-268.
16.	La déductibilité fiscale des jetons de présence (ou l'interprétation du droit des sociétés par le juge de l'impôt), par Gérard Eyssautier et Clémence Siavellis, BF n° 4 d'avril 2012, pp. 269-271.
17.	Options de souscription ou d'achat d'actions : Les obligations déclaratives sont aménagées, BF n° 4 d'avril 2012, § 333.
18.	Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise : Les obligations déclaratives sont aménagées, BF n° 4 d'avril 2012, § 334.
19.	Attribution d'actions gratuites : Des obligations déclaratives sont instituées, dès 2012 pour certaines, BF n° 4 d'avril 2012, § 335.
20.	Les modalités du régime optionnel de consolidation du paiement de la TVA dans les groupes sont fixées, BF n° 4 d'avril 2012, § 363.
21.	La taxe Bank levy payée au Royaume-Uni est imputable sur la taxe bancaire due en France, BF n° 4 d'avril 2012, § 385.

22.	Régime fiscal de l'EIRL définitivement fixé, RF n° 3442 du 5 avril 2012, § 1.
23.	Redevances d'exploitation d'une marque : charges ou immobilisations ? (CE, 23/12/11, n° 341217), RF n° 3442 du 5 avril 2012, § 2.
24.	TVA : qu'entend-on par mise à disposition de personnel ? (CJUE, 26 janvier 2012, n° C-218/10, dans l'actualité du 02/02/12), RF n° 3442 du 5 avril 2012, § 3.
25.	Première loi de finances rectificative pour 2012 : Déjà un nouveau collectif (très) budgétaire !, FR Comptable n° 4 d'avril 2012, § 1.
26.	Dépôt au greffe des comptes 2011 : Simplifications et priorité à la voie électronique, FR Comptable n° 4 d'avril 2012, § 4.
27.	Prime sur dividendes et opérations de restructuration : L'ANSA propose des retraitements du dividende unitaire, FR Comptable n° 4 d'avril 2012, § 5.
28.	Assemblées générales des sociétés cotées : Le groupe de travail de l'AMF émet 34 propositions pour améliorer leur fonctionnement, FR Comptable n° 4 d'avril 2012, § 6.
29.	Gouvernance et rémunération des dirigeants : L'AMF rassemble ses recommandations et pistes de réflexions dans un document unique, FR Comptable n° 4 d'avril 2012, § 7.
30.	Assemblées générales 2012 : Toutes les nouveautés pour la préparation de vos assemblées générales : rapports à présenter, décisions à prendre, statuts à modifier, convocation et tenue des assemblées..., par Marie Supiot, FR Comptable n° 4 d'avril 2012, § 9.
31.	Engagement individuel de conservation, par Alexandre Grevet, Revue fiscale notariale n° 4 d'avril 2012, p. 2.
32.	Contrôle des biens professionnels en matière d'ISF : Application de la prescription de droit commun, par André Lefeuvre, Revue fiscale notariale n° 4 d'avril 2012, pp. 8-9.
33.	Option pour l'IS par une société de personnes : formalisme à observer en cas d'exercice de l'option sur la déclaration d'existence remise au CFE (CE, 30/12/11, n° 342566, SARL Distribur, n° 342567, SARL Distripc et n° 342568, SARL SMIE), Revue fiscale notariale n° 4 d'avril 2012, pp. 15-17.
34.	Aménagement et harmonisation des obligations déclaratives résultant de l'attribution de stock-options, d'actions gratuites ou de BSPCE, Revue fiscale notariale n° 4 d'avril 2012, pp. 18-23.
35.	Création d'un taux réduit de TVA à 7 %, par Denis Roche, Revue fiscale notariale n° 4 d'avril 2012, pp. 24-26.
36.	Portefeuille-titres : évaluation des actions ordinaires en présence d'actions de préférence (CE, 23/12/11, n° 327562, Sté Lagardère), Bulletin Joly Sociétés n° 4 d'avril 2012, § 186.
37.	Ajustement du nombre d'actions gratuites en cas de distribution de réserves, BRDA n° 6 du 31 mars 2012, § 2.

38.	Loi de simplification du droit et d'allègement des démarches administratives : mesures en droit des sociétés, BRDA n° 6 du 31 mars 2012, § 26.
39.	Mesures de la loi de finances rectificative pour 2012 affectant les sociétés, BRDA n° 6 du 31 mars 2012, § 28.
40.	Les actionnaires pourraient hésiter à voter les retraites-chapeaux, par B. de Roulhac, L'Agefi Quotidien du 10 avril 2012.
41.	Coopération fiscale : la Suisse veut généraliser son accord avec Berlin, par M. Prandi, Les Echos du 10 avril 2012.
42.	Paris lâche Bruxelles sur la taxe carbone dans l'aérien, par F. Gliszczynski, La Tribune du 5 avril 2012.

## Jurisprudence

43.	Arrêt du CE du 28 mars 2012, n° 323412, M. Herlicq : Plus-values – Report d'imposition des plus-values sur valeurs mobilières – Conséquences du remboursement d'une prime d'émission, RDF n° 14 du 5 avril 2012, § 167 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
44.	Arrêt du CE du 28 mars 2012, n° 320570, M. et Mme Vaillant : BIC – Sociétés de personnes – Portée d'une convention de répartition du résultat entre associés, RDF n° 14 du 5 avril 2012, § 168 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
45.	Arrêt du CE du 26 mars 2012, n° 323375, Sté Editions Atlas SAS : TVA – Territorialité des prestations de services des intermédiaires – Notion d'intermédiaire, RDF n° 14 du 5 avril 2012, § 171 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
46.	Arrêt de la CJUE 26 janvier 2012 aff. 218/10, 1 <sup>er</sup> ch., ADV Allround Vermittlungs AG : TVA - Lieu des prestations de services - La notion de mise à disposition de personnel couvre le personnel non salarié par le prestataire (texte de l'arrêt dans l'actualité du 02/02/12), BF n° 4 d'avril 2012, § 344.
47.	Arrêts du CE 30 décembre 2011 n° 316738, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., SAS Azego Technology Services et CE 30 décembre 2011 n° 316741, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., SAS Azego Technology Services : TVA - Refus du droit à déduction en cas de participation à une fraude : nouvelle illustration, BF n° 4 d'avril 2012, § 348 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
48.	Arrêt de la CAA Paris 24 novembre 2011 n° 09PA06734, 5 <sup>e</sup> ch., Ets Poudix : Un Anstalt liechtensteinois sans objet commercial et sans activité lucrative n'est pas soumis à l'IS, BF n° 4 d'avril 2012, § 351 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
49.	Arrêt de la CAA Douai 30 décembre 2011 n° 10DA00628, 2 <sup>e</sup> ch., SA Financière Niort : Régime des sociétés mères et filiales - Nature et forme des titres détenus - Le régime spécial n'est pas applicable aux dividendes reversés par l'usufruitier au nu-proprétaire, BF n° 4 d'avril 2012, § 352 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
50.	Arrêt de la CAA Versailles 31 mai 2011 n° 09VE02714, 3 <sup>e</sup> ch., Lagarde : Revenus de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants - Taxation en tant que produit de créances de la rémunération versée au

	prêteur, BF n° 4 d'avril 2012, § 355 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
51.	Arrêt du CE 1 <sup>er</sup> février 2012 n° 330006, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., Mathieu : Transfert du domicile fiscal hors de France jusqu'en 2004 (ancien système de l'« exit tax ») - Les dispositions de l'article 167, 1 bis du CGI étaient incompatibles avec le droit communautaire, BF n° 4 d'avril 2012, § 356 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
52.	Arrêt du CE (na) 14 décembre 2011 n° 344158, 10 <sup>e</sup> s.-s., SA Ferrero France : Rémunérations des dirigeants - La déductibilité des jetons de présence est subordonnée à l'exercice d'une activité effective, BF n° 4 d'avril 2012, § 357.
53.	Arrêt de la CAA Lyon 17 novembre 2011 n° 11LY00868, 5 <sup>e</sup> ch., min. c/ Menoni : Pouvoirs de contrôle de l'administration - Une demande de renseignements de l'administration accompagnée de menaces est irrégulière, BF n° 4 d'avril 2012, § 387 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
54.	Arrêt de la CAA Paris 1 <sup>er</sup> décembre 2011 n° 09PA02693, 2 <sup>e</sup> ch., Mahul : Dispositif anti-évasion fiscale de l'article 155 A du CGI : compatibilité au droit communautaire, BF n° 4 d'avril 2012, § 399 et 400 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
55.	Décision du Cons. const. 10 février 2012 n° 2011-220 QPC, Hugh A : La pénalité de 40 % pour transferts de fonds à l'étranger non déclarés est constitutionnelle, BF n° 4 d'avril 2012, § 401 et Site du Conseil constitutionnel. <a href="#">Document à télécharger...</a>
56.	Arrêt de la Cass. com. 31 janvier 2012 n° 11-13.097 (n° 141 FS-PB) : Une autorisation de visite domiciliaire ne peut se fonder sur des données voles, BF n° 4 d'avril 2012, § 402 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
57.	Arrêts du CE 1 <sup>er</sup> février 2012 n° 339387, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., SARL Sté des logements modulaires (Logmo) et CE 1 <sup>er</sup> février 2012 n° 339388, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., Pino Garcia : Les recours rétroactifs contre les visites domiciliaires sont conformes à la convention EDH, BF n° 4 d'avril 2012, § 403 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
58.	Arrêts du CE 30 décembre 2011 n° 336602, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., SAS Score et CE 30 décembre 2011 n° 336603, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., SAS Score : Un événement relatif à un exercice peut rouvrir le délai de réclamation afférent à un autre exercice, BF n° 4 d'avril 2012, § 412 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
59.	Jugement du TA Paris 16 juin 2011 n° 0910623, 3 <sup>e</sup> ch., Mileto : Un salarié résident italien exerçant ses fonctions en France y est imposable, BF n° 4 d'avril 2012, § 420.
60.	Arrêt du CE 1 <sup>er</sup> février 2012 n° 340866, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., X. : Les résidents monégasques réputés domiciliés en France par la convention y sont imposables, BF n° 4 d'avril 2012, § 421 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>

## Législation française

61.	Décret n° 2012-465 du 10 avril 2012 relatif à l'encadrement et à la transparence des frais et commissions prélevés directement ou indirectement par les fonds et sociétés mentionnés aux articles 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts, JORF du 12 avril 2012. <a href="#">Document à télécharger...</a>
-----	---

62.	Arrêté du 10 avril 2012 portant application du décret n° 2012-465 du 10 avril 2012 relatif à l'encadrement et à la transparence des frais et commissions prélevés directement ou indirectement par les fonds et sociétés mentionnés aux articles 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts, JORF du 12 avril 2012. <a href="#">Document à télécharger...</a>
63.	Arrêté du 4 avril 2012 pris en application du 2 de l'article 238-0 A du code général des impôts, JORF du 12 avril 2012. <a href="#">Document à télécharger...</a>
64.	Rescrit n° 2012/27 du 10 avril 2012 : Détermination du lieu d'imposition des prestations de formation rendues à un preneur assujetti, Site impots.gouv.fr. <a href="#">Document à télécharger...</a>
65.	Rescrit n° 2012/19 du 3 avril 2012 : Régime fiscal des sociétés mères - Délai de conservation des titres. Conséquences d'une opération de division d'actions, Site impots.gouv.fr. <a href="#">Document à télécharger...</a>

## Fiscalité internationale et communautaire

66.	Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant l'application de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, Site de la Commission européenne, le 11 avril 2012. <a href="#">Communiqué de presse à télécharger...</a> <a href="#">Frequently asked questions à télécharger...</a> <a href="#">Rapport à télécharger...</a>
67.	Évasion fiscale : une nouvelle série de rapports d'examens par les pairs publiés par le Forum mondial intensifie les pressions pour mettre fin à la fraude fiscale, Communiqué de presse de l'OCDE du 5 avril 2012, Site de l'OCDE. <a href="#">Communiqué à télécharger et lien vers les rapports...</a>

## B.O.I

68.	3 C-3-12 n° 45 du 11 avril 2012 : Taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux produits phytopharmaceutiques et aux produits biocides. <a href="#">Document à télécharger...</a>
69.	6 A-2-12 n° 45 du 11 avril 2012 : Contribution à l'audiovisuel public des particuliers. Détermination du montant. Prorogation du dispositif de maintien de droits acquis pour 2012 (article 54 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012). <a href="#">Document à télécharger...</a>
70.	6 C-5-12 n° 45 du 11 avril 2012 : Taxe foncière sur les propriétés bâties. Personnes qui résident en maison de retraite et qui conservent la jouissance exclusive de leur ancien domicile (article 27 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 et article 71 de la loi n° 2009-1674 du 30 décembre 2009 de finances rectificative pour 2009). <a href="#">Document à télécharger...</a>
71.	6 C-6-12 n° 45 du 11 avril 2012 : Plafonnement de la cotisation de taxe foncière sur les propriétés bâties afférente à l'habitation principale en fonction des revenus. <a href="#">Document à télécharger...</a>
72.	6 D-2-12 n° 45 du 11 avril 2012 : Taxe d'habitation . Personnes qui résident en maison de retraite et qui conservent la jouissance exclusive de leur ancien domicile (article 27 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 et article 71 de la loi n° 2009-1674 du 30 décembre 2009 de finances

	rectificative pour 2009). <a href="#">Document à télécharger...</a>
73.	4 L-4-12 n° 44 du 10 avril 2012 : Taxes diverses dues par les entreprises. Taxe de risque systémique sur les banques. Article 42 de la loi de finances pour 2011. Article 34 de la 4ème loi de finances rectificative pour 2011. <a href="#">Document à télécharger...</a>
74.	4 C-3-12 n° 44 du 10 avril 2012 : Frais et charges (BIC, IS, Dispositions communes). Intérêts de capitaux appartenant à des tiers. Conditions et limites de déduction des intérêts des avances consenties par des associés en sus de leur part de capital. Taux maximum des intérêts admis en déduction du point de vue fiscal. <a href="#">Document à télécharger...</a>
75.	5 F-8-12 n° 44 du 10 avril 2012 : Impôt sur le revenu. Traitements et salaires. Exonération des indemnités, des prestations et de la contribution à l'acquisition des titres-repas allouées dans le cadre du service civique ou du volontariat pour l'insertion. Commentaires de l'article 20 de la loi relative au service civique (n° 2010-241 du 10 mars 2010). <a href="#">Document à télécharger...</a>
76.	3 P-2-12 n° 43 du 6 avril 2012 : Modalités déclaratives et de paiement de la contribution due par les gestionnaires des réseaux publics d'électricité. <a href="#">Document à télécharger...</a>
77.	5 D-2-12 n° 43 du 6 avril 2012 : Impôt sur le revenu. Revenus fonciers. Déduction spécifique en faveur des locations conventionnées avec l'agence nationale de l'habitat ("conventionnement ANAH"), Article 39 de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement. Articles 32 et 42 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale). Article 25 de la loi n° 20071824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007. Articles 49 et 50 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion. <a href="#">Document à télécharger...</a>
78.	14 B-1-12 n° 43 du 6 avril 2012 : Crédit d'impôt sur les dividendes de source grecque perçus par les résidents de France. <a href="#">Document à télécharger...</a>
79.	3 C-2-12 n° 42 du 5 avril 2012 : Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Taux réduit applicable aux opérations d'accession à la propriété. Actualisation des conditions de ressources et des plafonds de prix des logements. <a href="#">Document à télécharger...</a>
80.	4 F-2-12 n° 42 du 5 avril 2012 : Régime fiscal des sociétés de personnes. Application aux sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires et, sous certaines conditions, à certaines entités qui leur ont pré-existé. Conséquences fiscales de la transformation de ces entités en sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires. <a href="#">Document à télécharger...</a>
81.	5 E-1-12 n° 42 du 5 avril 2012 : Bénéfices agricoles. Régime d'imposition. Recettes à retenir pour la détermination du régime applicable. Sécheresse 2011. <a href="#">Document à télécharger...</a>
82.	7 G-4-12 n° 42 du 5 avril 2012 : Cour de cassation - Chambre commerciale, financière et économique. Arrêt du 21 juin 2011 (n° 628 F-P+B, Pourvoi n° 10-20. 461). Mutation à titre gratuit. Donation indirecte. Renonciation à usufruit de titres de société. Acceptation. <a href="#">Document à télécharger...</a>
83.	5 B-15-12 n° 41 du 4 avril 2012 : Impôt sur le revenu. Régime fiscal de la prestation compensatoire en cas de divorce. Versement en tout ou partie du capital au-delà du délai de douze mois fixé par le jugement ou la convention homologuée. Décision du tribunal administratif de Rennes du 10 mars 2011 n° 0804637. <a href="#">Document à</a>

	<a href="#">télécharger...</a>
84.	5 B-18-12 n° 41 du 4 avril 2012 : Impôt sur le revenu. Crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale en faveur des économies d'énergie et du développement durable. Prorogation et aménagement du dispositif. Commentaires des articles 81 et 83 de la loi de finances pour 2012 (n° 2011-1977 du 28 décembre 2011, Journal officiel du 29 décembre 2011) et de l'arrêté du 30 décembre 2011 (Journal officiel du 31 décembre 2011). <a href="#">Document à télécharger...</a>
85.	13 K-2-12 n° 41 du 4 avril 2012 : Conseil d'Etat. Arrêt du 26 juillet 2011 n° 327033 - 3ème et 8ème sous-sections réunies. Arrêt du 14 octobre 2011 n° 330522 - 3ème sous-section. Revenu imposable - Sommes transférées vers ou en provenance de l'étranger sans déclaration de transfert - Fait générateur de l'imposition - Preuve de la réalité du transfert. <a href="#">Document à télécharger...</a>